

Lundi 5 février 2018

Manifestation Samedi 3 février

Une centaine de manifestants, parents d'élèves et organisations syndicales, se sont mobilisés samedi après-midi 3 février à Clermont-Ferrand contre la nouvelle carte scolaire du Puy-de-Dôme. Les propositions de carte scolaire dans les écoles du premier degré du Puy-de-Dôme, en début de semaine, ne sont pas passées inaperçues. La direction académique propose la fermeture de 29 classes.

"À Enval, on va se retrouver à un CP à trois niveaux avec 27 élèves, alors qu'on fait par ailleurs la promotion des CP à 12 élèves. On cherche la cohérence", dit Julien, parent d'élève. Même combat à Marsac, avec l'annonce de la suppression d'une classe pour un effectif stable : "On passerait de 6 à 5 classes", expliquent Noélie et Nadège. Les parents ont prévu une action lundi : "on sera nombreux et les institutrices doivent se mettre en grève mardi."

D'après un article de
La Montagne Centre-France



Avec la suppression de l'impôt sur la fortune qui représente 3,2 milliards d'Euros, ce sont près de 100 000 fonctionnaires qui auraient pu être embauchés par l'Etat pour les écoles, les hôpitaux, les EHPAD publics, les établissements pénitentiaires...



CTSD

mercredi 7 février
9h.00 - DSDEN

CDEN

vendredi 9 février
14h.30 - Préfecture
Salle Clémentel

Pétitions de soutien

[Job](#)
[Marsac-en-Livradois](#)
[RPI Biollet-Charensat-Espinasse](#)
[Manzat](#)
[St Georges-de-Mons](#)

Audience au rectorat

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SUD Education et CGT Educ'action ainsi que la FCPE ont été reçues par le secrétaire général du Rectorat, Benoît VERSCHAEVE, l'Inspecteur d'Académie adjoint, Henri KIEGELMAN et le sous-préfet de Riom, représentant de l'Etat, Franck BOULANJON.

Les organisations syndicales et la FCPE ont précisé l'objet de leur demande d'audience dans le cadre de la manifestation à laquelle elles ont appelé. En effet elles souhaitent exprimer leur désaccord avec la nullité de la dotation qui ne permettra pas de répondre aux besoins de l'Académie.

Si la création des postes dédoublés est effective dans le primaire, pour autant, sans moyens supplémentaires, il n'y aura aucune amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissages dans le cadre d'une école inclusive de qualité pour les élèves et les personnels.

En effet, les moyennes chiffrées ne rendent pas compte de la réalité. Ont été successivement dénoncés :

- les transferts des moyens du 2d degré vers le 1^{er} degré
- le manque de remplaçants, dans le 1^{er} degré comme dans le 2d degré
- le manque de moyens dans l'enseignement spécialisé pour une école inclusive de qualité.
- le manque de moyens pour l'accueil des élèves primo-arrivants
- les effectifs des classes ordinaires trop élevés pour assurer l'accueil des élèves en situation de handicap
- les effectifs chargés dans bon nombre d'écoles maternelles
- le danger du transfert de missions de l'Education Nationale (maternelles en particulier) vers les collectivités territoriales (jardins d'enfants).

La défense de l'école publique doit passer par un investissement fort de l'état au risque de voir des fuites du public vers le privé.

Le Secrétaire Général a assuré que l'académie considèrerait l'accueil des enfants de migrants comme une priorité absolue même si les personnels formés sont insuffisants. Il a reconnu les difficultés de recrutement pour remplacer les professeurs du 2d degré. Tout en pointant qu'il n'y avait pas de retrait de postes dans l'académie malgré la baisse démographique (moins 1 098 élèves), les services n'en sont qu'à la première étape de la carte scolaire. Il y aura des mesures d'ajustements en juin ou en septembre, suivant les départements. Il a également déclaré qu'il n'y aurait pas de fermetures en septembre si cela n'a pas été anticipé avant.

L'académie a affirmé son engagement d'assumer le coût du maintien des postes dans les secteurs ruraux. Le Sous-préfet a affirmé l'engagement de l'Etat sur une répartition équitable.

Pour le SNUipp-FSU, ce n'est pas les services académiques qui sont en cause, ni la répartition gérée au niveau du rectorat comme à l'échelle des départements mais le manque d'engagement de l'Etat dans l'éducation, de la maternelle à l'université. Le SNUipp-FSU a demandé que le contenu de cette audience et les revendications des personnels soient communiquées au ministère.

Pour le SNUipp, La France est un pays riche. Elle a les moyens d'investir de manière plus conséquente dans son école.



Manifestation à Manzat

Menacée par la fermeture d'une classe, l'école de **Manzat** (Puy-de-Dôme) mobilise la commune. Une décision prochaine pourrait pousser les effectifs à trente élèves par enseignant. Samedi matin, 3 février, les habitants de Manzat (Puy-de-Dôme), parents, élus et équipe pédagogique ont défilé une seconde fois dans les rues de la commune suite à l'annonce de fermeture de classe de l'école, le tout en présence du maire, de la députée Christine Pirès-Beaune et du sénateur Jacques-Bernard Magner. Les parents d'élèves en appellent à une forte mobilisation contre la fermeture de leur sixième classe et pour le maintien d'un enseignement de qualité en zone rurale pas forcément favorisée. En effet, socialement les familles n'ont pas toutes les moyens d'accompagner leur enfant dans leur scolarité, ce qui est source d'inégalités, ce que doit compenser justement l'école.

D'après un article de La Montagne Centre-France

Mobilisation et grève à Marsac-en-Livradois



Le projet de fermeture de la sixième classe de Marsac-en-Livradois continue de mobiliser. Parents, élus, habitants étaient devant les grilles de l'établissement ce lundi matin, bien décidés à se faire entendre. Ils étaient nombreux, malgré la neige, ce lundi matin, à être venus manifester contre la fermeture annoncée de la sixième classe de l'école primaire de Marsac-en-Livradois (Puy-de-Dôme).

Ce projet n'a été annoncé que la semaine dernière, mais les représentants des parents d'élèves ont eu « un temps de réaction très court pour mettre tout en place », indique Muriel. Ils ont été aussi agréablement surpris ce lundi peu avant le début de la journée scolaire, de se voir rejoints par de nombreuses personnes qui n'ont pas ou plus d'enfants à l'école du village. Élus, ancien directeur de l'école, membres d'associations, grands-parents, anciens parents d'élèves, nourrices..., tous étaient à ce rendez-vous de 8 h 50 pour manifester leur opposition à ce projet de suppression de classe. « On va se retrouver avec des classes à trois niveaux, avec plus de 30 élèves, indiquent les parents en colère. Ce n'est pas ce qu'on nous dit bien sûr, mais dans la réalité, ça se passera comme ça ».

Les parents d'élèves rappelaient également que les enfants accueillis en toute petite section (TPS) ne sont pas pris en compte lors du calcul des effectifs et donc du nombre de classes nécessaire. Une pétition à l'initiative des parents et un préavis de grève des enseignants de l'école pour les 6 et 7 février viennent compléter les actions menées pour que l'école conserve l'ensemble de ses postes.

D'autres communes du Livradois touchées

« On paye un très lourd tribut », regrettent d'une même voix, plusieurs élus du Livradois-Forez. En effet, les propositions de carte scolaire annoncées le 29 janvier devraient particulièrement impacter l'arrondissement d'Ambert où trois fermetures de classes seraient envisagées : à Job, Saint-Anthème et Marsac-en-Livradois.

En quelques jours, la mobilisation s'est organisée d'abord à l'initiative des parents d'élèves, appuyés par des municipalités souvent dans l'incompréhension.

Job : 76 élèves

« Je suis très surpris ! Je l'ai appris dans la presse », lâche le maire de Job, François Dauphin qui met en avant des effectifs en hausse : 76 élèves pour 4 classes, contre 66 l'an dernier. « On nous l'aurait dit l'an dernier, j'aurais compris mais là, on a des enfants en plus, sans compter les TPS (toute petite section de maternelle, pour les enfants de 2 ans) ». L'élu met aussi en avant les investissements consentis, tant dans les classes avec l'installation de tableaux blancs interactifs que la réalisation d'une extension de 370 m² pour cette école centenaire, qui a ouvert à la rentrée de septembre 2017, moyennant un investissement de 800.000 € HT.

« L'an dernier, on nous a félicités et maintenant on nous ferme une classe », ajoute François Dauphin.

Saint-Anthème : 69 élèves

Une surprise et un agacement partagés par Jean-Claude Gagnaire, maire de Saint-Anthème dont l'école est aussi menacée de passer de 4 à 3 classes, pour 69 élèves. « On a aussi 11 TPS qui ne sont pas comptabilisés mais ils vont pourtant rentrer dans notre système », regrette-t-il. D'où un impact, sérieux, en cas de fermeture : « On ne pourra pas maintenir les TPS avec 3 classes ». L'élu met également en avant la spécificité géographique du territoire de la vallée de l'Ance : « Les moyens de locomotion peuvent être difficiles en cas de neige. On avait organisé le ramassage, tout allait bien comme ça ». Et là aussi, « tout cela risque d'être démolé. On est pourtant en milieu rural. Je vous assure que c'est dur... »

Articles de La Montagne
Centre-France

Les infos en ligne du SNUipp-FSU 63

Des fermetures de classes et des répercussions

« Trois classes pourraient fermer mais en vérité, ce sont quatre postes et demi qui pourraient sauter », pointe un élu. En effet, le dispositif « Plus de maîtres que de postes » fermant, Ambert devrait aussi être impacté. Par ailleurs, avec les fermetures envisagées à Job ou Saint-Anthème, les décharges de direction ne pourraient plus être assurées.

Dès les mesures envisagées connues, parents d'élèves et élus du Livradois-Forez ont commencé à s'organiser. Outre les courriers, tous ont pris rendez-vous à l'Inspection académique :

vendredi matin pour le maire de Saint-Anthème ; mardi matin pour celui de Job et le soir pour les parents d'élèves de Marsac.

À cela s'ajoutent aussi une réunion afin d'informer les parents d'élèves et habitants de Marsac-en-Livradois (vendredi dernier) et des mobilisations, tant au rassemblement de samedi à Clermont que devant l'école de Marsac, ce lundi matin, dès 8 h 50. Deux jours de grève sont aussi prévus mardi et mercredi. Et François Dauphin de prévenir à Job : « J'attends le rendez-vous mais après il y aura des actions, c'est sûr. On bougera ».

Dans les Combrailles aussi...



St-Georges-de-Mons

A Saint-Georges-de-Mons, aussi, les parents d'élèves et les habitants se mobilisent contre la fermeture annoncée d'une classe : pétition en ligne, sur le marché, chez les commerçants...

L'école sera occupée mardi matin dès 8h.30. L'association de parents d'élèves compte sur le soutien de la population.

L'école de Saint-Georges-de-Mons compte actuellement 96 élèves et une ULIS de 12 élèves. Rappelons que ces élèves sont inclus dans les classes mais ne sont pas comptabilisés dans la moyenne de l'école.

RPI Biollet-Charensat-Espinasse Parents, élus et habitants toujours mobilisés

